

Qui paiera l'incertitude automobile ?

Les récentes mesures prises en faveur de la transition énergétique ont été saluées par bon nombres de Français. Pourtant des zones d'ombres persistent quant à l'avenir de l'automobile telle que nous la connaissons aujourd'hui. Quel est le plan à 5 ans, à 10 ans ? Quelle vision d'ensemble ? Quels incitations et bonus ? Quel plan national et quelles déclinaisons locales ?

Temps de lecture : minute

9 octobre 2018

Depuis plus de vingt ans, choisir une nouvelle voiture était une question de budget...et de capacité à bénéficier de l'une des incitations qui, depuis la " balladurette " jusqu'au " bonus ", nous guidaient vers ce que nous pensions être le bon choix. Bien malin qui sait aujourd'hui quelle voiture acheter ! Les Français attendent des indications claires et craignent de payer les incertitudes d'une transition énergétique complexe.

La voiture pointée du doigt

Deuxième budget de dépenses des Français, source de pollution et de consommation de pétrole, la voiture est aujourd'hui contestée. Les grandes villes en découragent l'usage et favorisent une mobilité multimodale d'une grande modernité mais encore souvent à l'état de projet. Désengorgement des centres villes, coup de frein à la pollution atmosphérique et sonore, reconquête des espaces publics, redécouverte du vélo et de la marche à pied... les politiques de transports urbains ne manquent pas d'arguments.

Mais Paris, Lyon ou Bordeaux ne font pas la France. 80% des ménages possèdent une voiture. Deux tiers de nos compatriotes l'utilisent chaque jour pour aller travailler. En ville comme à la campagne, nous sommes irrémédiablement attachés à une liberté fondamentale rendue possible depuis les années 50 par la voiture individuelle : le droit de se déplacer quand et où nous le souhaitons. Le temps est donc encore loin d'un monde sans automobile.

Si la transition énergétique bénéficie d'un consensus positif, les étapes et décisions politiques qui l'accompagnent et conseillent les Français dans leurs choix quotidiens manquent parfois de clarté. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne l'automobile. Le conducteur moyen est coincé entre d'une part la nécessité de posséder un véhicule et d'autre part une série d'injonctions et de remontrances. Situation très inconfortable qui complexifie toute décision d'achat alors qu'une voiture reste en moyenne 6 ans dans les mains de son propriétaire et représente son deuxième poste de dépenses après son logement.

Beaucoup de questions en suspens

A quelle sauce fiscale serai-je mangé ? Que vaudra ce véhicule dans cinq ans ? Est-il encore raisonnable d'acheter un moteur thermique ? Est-il déjà temps de passer à l'électrique ? Autant de questions sans réponse aujourd'hui.

Longtemps encouragé par la fiscalité, le diesel a désormais mauvaise presse. Polluant, bruyant, plombé par les épisodes successifs du dieselgate, cher à l'achat, ses avantages fiscaux se réduisent et ses ventes ont baissé de près de 5% en 2017. Dans ces conditions, l'essence retrouve une nouvelle jeunesse (+14% en 2017) et la faveur des Français, mais pour combien de temps ?

La voiture électrique reste encore incapable de satisfaire la plupart des

usages. Prix exorbitant, autonomie réduite, lenteur de rechargement, disponibilité limitée des points de recharge, conséquences sur la production électrique, impacts écologiques des batteries...l'électrique pose encore trop de questions. Malgré les subventions, l'offre en véhicules électriques reste faible et la part de marché réduite (1,2% en 2017). Le marché de l'occasion électrique encore inexistant ne permet pas d'évaluer un éventuel prix de revente.

Les voitures hybrides peuvent accompagner la transition mais elles sont encore chères, et l'hydrogène reste pour l'instant une simple perspective à très long terme.

Déboussolés, désorientés, les Français sont perdus. Ils ont besoin d'une feuille de route claire et lisible qui leur indique une voie à la fois politique, écologique et fiscale. Les récentes mesures en faveur de la reconversion énergétique sont pragmatiques et opérationnelles. Nous les saluons ! Mais il manque encore des perspectives claires à plus long terme : le diesel est-il voué à disparaître ? Sera-t-il interdit ? Quand ? Quel est le plan à 5 ans, à 10 ans ? Quelle vision d'ensemble ? Quels incitations et bonus ? Quel plan national et quelles déclinaisons locales ?

Ces questions attendent des réponses politiques et techniques à la hauteur de l'enjeu. Nous devons donc agir collectivement pour répondre aux attentes des Français.

Article initialement publié en janvier 2018